

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté inter-préfectoral n° IC-24-146

**actualisant le classement des installations
et modifiant certaines prescriptions techniques des arrêtés inter-préfectoraux
n° A 10 338 du 28 mai 2010 et n° 12 502 du 7 juillet 2015**

**Société STORENGY
à SAINT-CLAIR-SUR-EPTE**

**Le préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Le préfet de l'Eure,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**La préfète de l'Oise,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code minier, notamment son livre II relatif au régime légal des stockages souterrains ;

Vu le code de l'environnement, notamment le titre Ier de son livre V ;

Vu le décret du 4 octobre 1984 autorisant la société GAZ DE FRANCE à exploiter un stockage de gaz combustible dans la région de SAINT-CLAIR-SUR-EPTE ;

Vu le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains et notamment son article 31 ;

Vu le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifié modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant Mme Catherine SÉGUIN, préfète de l'Oise ;

Vu le décret du Président de la République du 31 octobre 2024 nommant M. Charles GIUSTI, préfet de l'Eure ;

Vu le procès-verbal d'installation de M. Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024 ;

Vu le décret du Président de la République du 16 septembre 2022 nommant Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

- Vu** le décret du Président de la République du 25 août 2023 nommant M. Frédéric BOVET, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Oise, sous-préfet de Beauvais ;
- Vu** le décret du Président de la République du 14 février 2024 nommant M. Alaric MALVES, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Eure, sous-préfet d'Évreux ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 17 janvier 2003 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les stockages souterrains de gaz, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux des 28 mai 1979, 23 août 1982 et 30 août 1993 autorisant la société GAZ DE FRANCE à exploiter les installations de surface liées au stockage souterrain de gaz naturel de SAINT-CLAIR-SUR-EPTE ;
- Vu** l'arrêté inter-préfectoral du 3 mars 2006 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société GAZ DE FRANCE ;
- Vu** la lettre préfectorale du 17 mars 2009 prenant acte du changement d'exploitant au profit de la société STORENGY, celle-ci étant issue d'une restructuration interne au groupe GDF SUEZ ;
- Vu** l'arrêté inter-préfectoral du 17 août 2009 autorisant la société STORENGY à ouvrir des travaux de forage de six nouveaux puits d'exploitation sur le site de stockage souterrain de gaz naturel de SAINT-CLAIR-SUR-EPTE dans le Val-d'Oise et de GUERNY dans l'Eure ;
- Vu** l'arrêté inter-préfectoral n° A 10 338 du 28 mai 2010 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société STORENGY pour le stockage souterrain de gaz naturel qu'elle exploite à SAINT-CLAIR-SUR-EPTE ;
- Vu** l'arrêté inter-préfectoral n° 11 335 du 2 avril 2013 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société STORENGY pour le stockage souterrain de gaz naturel qu'elle exploite à SAINT-CLAIR-SUR-EPTE ;
- Vu** l'arrêté inter-préfectoral n° 11 517 du 2 août 2013 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société STORENGY pour le stockage souterrain de gaz naturel qu'elle exploite à SAINT-CLAIR-SUR-EPTE ;
- Vu** l'arrêté inter-préfectoral n° 12 502 du 7 juillet 2015 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société STORENGY pour le stockage souterrain de gaz naturel qu'elle exploite à SAINT-CLAIR-SUR-EPTE ;
- Vu** l'arrêté inter-préfectoral n° IC-21-089 du 2 novembre 2021 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société STORENGY pour le stockage souterrain de gaz naturel qu'elle exploite à SAINT-CLAIR-SUR-EPTE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 23-054 du 20 septembre 2023 donnant délégation de signature à Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 donnant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, secrétaire général de la préfecture de l'Oise et sous-préfet de Beauvais ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-05 du 4 mars 2024 donnant délégation de signature à M. Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure et sous-préfet d'Évreux ;

Vu le courrier du 4 mars 2016 par lequel la société STORENGY transmet le classement actualisé de son site de SAINT-CLAIR-SUR-EPTE au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le courrier du 6 mai 2020, complété les 17 mai 2021 et 20 janvier 2022 par lequel la société STORENGY transmet la notice de réexamen de l'étude de dangers du stockage souterrain de gaz naturel du site de SAINT-CLAIR-SUR-EPTE ;

Vu le courrier du 20 décembre 2021 de la société STORENGY déposant un porter à connaissance relatif à une modification concernant les groupes froids du site qu'elle exploite à SAINT-CLAIR-SUR-EPTE ;

Vu le rapport du 8 mars 2023 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT) – unité départementale du Val-d'Oise ;

Vu le courriel du 9 mars 2023 adressé à la société STORENGY par l'inspection des installations classées, lui transmettant pour avis le projet d'arrêté inter-préfectoral relatif à l'actualisation du classement et à la modification des prescriptions techniques applicables à son site et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

Vu le courriel du 22 mars 2023 par lequel la société STORENGY émet des observations sur le projet d'arrêté inter-préfectoral qui lui a été transmis par courriel du 9 mars 2023 précité, observations dont il a été tenu compte ;

Considérant qu'au regard des éléments d'appréciation présentés par la société STORENGY, la modification apportée sur les groupes froids est jugée notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ; qu'il convient d'actualiser le classement du site au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant a complété sa démarche d'identification des mesures de maîtrise des risques en renforçant les dispositions permettant de se prémunir d'une agression thermique par l'ajout d'une mesure de maîtrise des risques instrumentée ;

Considérant que la mise en œuvre des mesures de délaissement, l'usage d'un nouvel outil de système d'information géographique et la réévaluation des scénarios accidentels dans la station de compression ont entraîné plusieurs évolutions de la matrice d'acceptabilité des risques, que les conclusions de l'étude de dangers restent valables et que le site demeure compatible avec son environnement, mais qu'il apparaît nécessaire de procéder à une mise à jour de l'étude de dangers ;

Considérant qu'il convient, compte-tenu de ce qui précède, de modifier certaines dispositions des arrêtés inter-préfectoraux des 28 mai 2010 et 7 juillet 2015 susvisés ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures du Val-d'Oise, de l'Eure et de l'Oise ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le tableau de classement figurant à l'article 1 de l'arrêté inter-préfectoral complémentaire n° A 10 338 du 28 mai 2010 susvisé et à l'article 1.2.2.1 des prescriptions techniques qui y sont annexées est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Régime (*)
4718-2-a	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 [...] et gaz naturel [...].	A Seveso seuil haut
2910-B-2	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931	A
4722-2	Méthanol (numéro CAS 67-56-1)	D
4331-3	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330	DC
2910-A-2	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931	DC
1185-2-a	Emploi dans des équipements frigorifiques ou climatique clos de gaz à effet de serre fluorés	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

La nature et le volume des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature est présentée en annexe confidentielle.

Article 2 : L'article 7.3.1 « liste des mesures de maîtrise des risques » de l'annexe de l'arrêté inter-préfectoral n° A 10 338 du 28 mai 2010 susvisé est modifié de la façon suivante :

« Sont considérées comme mesures de maîtrise des risques les mesures figurant en annexe 1 de la notice de réexamen de l'étude de danger, dans sa version de décembre 2021. Cette liste est intégrée dans le Système de Gestion de la Sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers et ses réexamens, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérifications sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

Les mesures de maîtrise des risques peuvent être mises en œuvre y compris en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale. »

Article 3 : L'article n° 12 de l'arrêté inter-préfectoral n° 12502 du 7 juillet 2015 susvisé est remplacé par l'article suivant ainsi rédigé :

« La remise en exploitation normale des installations s'effectue après :

1. inspections et requalifications des équipements sous pression, le cas échéant, en conformité avec l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé ;
2. remise en place des éléments déposés ;
3. remise en service des détecteurs et vérification de leur bon fonctionnement ;
4. transmission du programme de surveillance et de maintenance des collectes prévu à l'article 8.3.2 de l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation 2010-A-88-IC du 26 mai 2010 ;
5. formation des équipes intervenantes ;
6. test des différentes barrières de sécurité ;
7. mise à jour de l'ensemble des procédures d'exploitation et de maintenance en cohérence avec une exploitation normale ;
8. transmission d'une étude de dangers actualisée en cohérence avec une exploitation normale ;
9. transmission du projet de Plan d'Opération Interne (POI) actualisé en cohérence avec une exploitation normale.

L'exploitant informe les préfets concernés ainsi que l'inspection des installations classées, au moins six mois avant la date envisagée pour la reprise de l'exploitation normale du stockage souterrain de gaz naturel et de ses installations de surface.

L'exploitant transmet aux préfets concernés et à l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs permettant d'attester de la mise en œuvre des opérations précitées avant la remise en exploitation normale. Le redémarrage est conditionné à l'accord des préfets du Val-d'Oise, de l'Eure et de l'Oise. »

Article 4 : Au plus tard lors du prochain réexamen quinquennal de l'étude de dangers, la société STORENGY transmettra une mise à jour, ou le cas échéant, une révision de son étude de dangers, incluant, à minima, les évolutions apportées par la notice de réexamen de l'étude de dangers, dans sa version de décembre 2021.

Article 5 : En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 6 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairies de SAINT-CLAIR-SUR-EPTE – AMBLEVILLE – BUHY – CHARMONT – GENAINVILLE – HODENT – LA CHAPELLE-EN-VEXIN – MAGNY-EN-VEXIN – MONTREUIL-SUR-EPTE – OMERVILLE – SAINT GERVAIS (Val-d'Oise) – AUTHEVERNES – BERNOUVILLE – CHÂTEAU-SUR-EPTE – CHAUVINCOURT-PROVEMONT – DANGU – GUERNY – NEAUFLES-SAINT-MARTIN – NOYERS – VESLY (Eure) et BOURY-EN-VEXIN – COURCELLES-LÈS-GISORS et PARNES (Oise) et peut y être consultée,
- un extrait du présent arrêté est affiché en mairies de SAINT-CLAIR-SUR-EPTE – AMBLEVILLE – BUHY – CHARMONT – GENAINVILLE – HODENT – LA CHAPELLE-EN-VEXIN – MAGNY-EN-VEXIN – MONTREUIL-SUR-EPTE – OMERVILLE – SAINT GERVAIS (Val-d'Oise) – AUTHEVERNES – BERNOUVILLE – CHÂTEAU-SUR-EPTE – CHAUVINCOURT-PROVEMONT – DANGU – GUERNY – NEAUFLES-SAINT-MARTIN – NOYERS – VESLY (Eure) et BOURY-EN-VEXIN – COURCELLES-LÈS-GISORS et PARNES (Oise), pendant une durée minimum d'un mois.

Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de chacune des communes précitées et transmis à la préfecture du Val-d'Oise.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise, de l'Eure et de l'Oise pendant une durée minimale d'un mois.

Article 7 : Conformément aux dispositions des articles R. 181-50 et R. 181-51 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil - BP 30322 – 95027 – CERGY-PONTOISE Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;
- par les tiers, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application «Télérecours citoyens» (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 8 : Les secrétaires généraux des préfectures du Val-d'Oise, de l'Eure et de l'Oise, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et Mesdames et Messieurs les Maires de SAINT-CLAIR-SUR-EPTE – AMBLEVILLE – BUHY – CHARMONT – GENAINVILLE – HODENT – LA CHAPELLE-EN-VEXIN – MAGNY-EN-VEXIN – MONTREUIL-SUR-EPTE – OMERVILLE – SAINT-GERVAIS (Val-d'Oise) – AUTHEVERNES – BERNOUVILLE – CHÂTEAU-SUR-EPTE – CHAUVINCOURT-PROVEMONT – DANGU – GUERNY – NEAUFLES-SAINT-MARTIN – NOYERS – VESLY (Eure) et BOURY-EN-VEXIN – COURCELLES-LÈS-GISORS et PARNES (Oise) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans les départements du Val-d'Oise, de l'Eure et de l'Oise.

Cergy, le **21 NOV. 2024**

Le Préfet du Val-d'Oise,

Philippe COURT

Le Préfet de l'Eure,

Charles GIUSTI

La Préfète de l'Oise,

Catherine SÉGUIN